



COMITE POUR LE **NON** REPUBLICAIN



Avec
Jean-Pierre Chevènement

Pour le Peuple le OUI, est le vrai scénario catastrophe

Le référendum du 29 mai sur la Constitution européenne a un caractère historique.

C'est en effet la première fois, dans toute l'histoire de l'Union Européenne, que quelques-uns de ses peuples pourront porter un jugement sur la construction européenne.

Malheureusement, des référendums n'auront lieu que dans 10 des 25 pays membres, privant ainsi des dizaines de millions d'Européens de toute liberté d'expression.

L'enjeu de ce référendum est simple :

- si le « oui » l'emporte, la Constitution européenne va permettre de poursuivre les mêmes politiques, celles qui ont conduit à un chômage de 10 % de moyenne depuis 20 ans ;
- si le « non » l'emporte, une nouvelle chance sera donnée à l'Europe pour repartir sur de nouvelles bases.

La Constitution Européenne, reprend les traités antérieurs, qui ont entraîné la crise généralisée que nous connaissons depuis des années en Europe.

- Crise économique : l'Europe est devenue une zone de stagnation.
- Crise sociale : chômage massif et destruction systématique des services publics.
- Crise environnementale : l'Europe est devenue celle des camions.
- Crise démocratique : chaque élection au Parlement européen bat un nouveau record d'abstention (57 % en 2004).
- Crise politique : montée des partis populistes et d'extrême droite dans la plupart des pays de l'Union.

Si le « oui » l'emporte le 29 mai, Il faut s'attendre à de nouvelles délocalisations, et à faire venir dans les pays les plus développés de l'Union, des travailleurs des pays les plus pauvres, soumis au droit social de leur pays d'origine (directive Bolkestein).

La concurrence entre les pays et les travailleurs se déchaînera. Dans les pays les plus riches, cette situation favorisera le racisme et la xénophobie. Les partis populistes et d'extrême droite pourront alors profiter de cette situation.

Une crise sans précédent éclatera en notre continent.

Si le « oui » l'emporte, les politiques libérales contenues dans la Constitution empêcheront tout gouvernement de mener des politiques différentes. Par exemple en France en 2007.

Au total, c'est la démocratie qui serait verrouillée.

Pour éviter que se réalise ce scénario, le vote « non » apparaît aujourd'hui comme porteur d'espoir. Voter NON est une occasion de porter un coup d'arrêt aux politiques libérales et de créer de nouvelles conditions pour refonder l'Union européenne sur des bases sociales.

**Seul le vote « NON » peut
redresser la démocratie.
Votre « NON » comptera le
29 mai 2005.**

La France est le seul pays où se manifeste une telle opposition au projet de traité ?

- OUI, c'est l'expression de notre détestable arrogance nationale
- NON

Faux, un récent sondage donnait 58% de NON aux Pays Bas. De même au Danemark, en Pologne, en Hongrie et en Grande Bretagne, rien n'est joué. Dans de nombreux pays il n'y a aucun débat politique autour de la constitution car les citoyens sont tenus à l'écart de la décision. Les dirigeants ont trop peur d'être désavoués.

La directive Bolkestein est-elle morte et enterrée ?

- OUI
- NON

Faux, Le 28 avril dernier, le Parlement européen devait se prononcer sur un projet visant à interdire "la clause du pays d'origine". Cette clause permet d'employer des travailleurs étrangers selon le droit du pays dont ils sont originaires (directive Bolkestein). La droite unanime et la majorité des socialistes ont voté contre ce projet, ce qui signifie qu'ils auraient voté oui à la directive Bolkestein, et qu'ils voteront oui pour sa future version."

LE LIBERALISME NATIONAL OU EUROPEEN DE TOUTE FACON C'EST NON !

« Il existe bien entendu un plan B en cas de victoire du non en France » Jacques DELORS (12-05-2005)



PARIS, 12 mai 2005 (AFP) - « Jacques Delors vient de reconnaître l'évidence et il faut bien lui en donner acte, il existe bien entendu un plan B en cas de victoire du non en France », déclare dans un communiqué

Stéphane Delpeyrat, porte-parole du Collectif national pour un non socialiste. Selon le communiqué, "les quatre ans qui nous séparent" de l'expiration du traité de Nice "laissent largement le temps pour retrouver un accord plus équilibré" que le projet de traité constitutionnel européen.

« Le oui est paresse, soumission et renoncement...

Le NON est consciencieux, militant et ardent ! »

Anonyme

« Le oui de Lionel Jospin est apparu aussi socialiste que son projet en 2002... »

Un militant socialiste, un vrai !



« Je suis fier d'être un patron industriel qui délocalise ».

« Assez de faux-semblants, la perte d'emploi, la déstabilisation industrielle, c'est normal, c'est l'évolution ».

Guillaume Sarkozy - MEDEF-

PAS BESOIN D'ATTENDRE 2007 POUR DIRE NON AU LIBERALISME POUR NOUS C'EST LE 29 MAI 2005